



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

MINISTERE DE L'HABITAT, DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HYDRAULIQUE (DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT)

RAPPORT FINAL

JUIN 2013

PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....	5
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT	6
1.2.1 Echantillon	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	7
1.2.3. Constat relatif à l'exécution financière	8
1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense	8
1.3. RECOMMANDATIONS	8
1.3.1. Recommandations sur le dispositif.....	8
1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés.....	8
II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	9
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION	9
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION	9
III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	12
IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	13
4.1. ETAPES DE LA MISSION.....	13
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	13
4.2.1. La Préparation de la mission	13
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	15
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	15
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	17
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE	17
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	18
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE	19
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	19
V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	20
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	20
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	22
5.2.1.La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	22
5.2.2.La Commission des Marchés	22
5.3.LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	23
5.3.1.La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	23
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	23
5.4. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	23
VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	24
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	24
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	35
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	39
VII. RECOMMANDATIONS.....	39
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	39
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	39
7.2. 1.Recommandations relatives aux DRP	39

7.2.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents en matière de passation des marchés.....	40
7.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage.....	40
VIII. ANNEXES.....	41
ANNEXE 1 : REPARTITION ECHANTILLON	42
ANNEXE 2 : SEUILS DE PASSATION	44
ANNEXE 3 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	455

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MHCH	Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique,
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par la **Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1.Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique se présentent comme suit :

- **Non exhaustivité de l'Arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés**

L'Arrêté n° 000314/MHCH/DAGE du 05 janvier 2011 comprend des omissions du fait que les représentants des services maîtres d'œuvre ne sont pas désignés de façon nominative conformément aux articles 35 à 38 du Décret n°2010-1188 du 13

septembre 2010 portant Code des marchés Publics et de l'Arrêté n° 011588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes.

- **Rapport annuel de la cellule de passation des marchés non mis à disposition**

Le rapport annuel que la Cellule passation des marchés doit établir, conformément à l'article 143 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011, ne nous a pas été transmis.

- **Système d'archivage inopérant**

L'archivage des dossiers de passation des marchés présente des insuffisances en termes de défaut de centralisation de l'information au sein de la Cellule de Passation des Marchés. Par ailleurs, les documents liés à l'exécution des marchés, tels que les procès-verbaux de réception et les pièces de paiements, ne sont pas classés.

- **Non-respect des attributions de la Cellule de passation des marchés**

Des lettres d'attribution de marchés ont été signées par le Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, en violation des articles 27 et 35 qui fixent les rôles respectifs de la Personne responsable des marchés et de la Cellule de passation des marchés.

- **Registre des marchés**

Le MHCH ne dispose pas de registre des marchés, en violation de l'article 67-3 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

1.2.Constats d'audit

1.2.1 Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et

de transparence introduites par le code des marchés publics. A ce propos, nous avons constaté que les acquisitions effectuées au titre de la gestion 2011 sont entièrement passées par Demandes de Renseignements et de Prix.

Les données du SIGFIP que nous avons reçues ne nous semblent pas comporter tous les marchés devant faire l'objet de revues. **C'est pourquoi, nous émettons des réserves sur l'exhaustivité des marchés présentés à la mission par le MHCH au titre de la gestion 2011**

Ainsi, à partir du montant total des engagements qui s'élève à cent soixante-six millions huit cent trente-quatre mille soixante Francs CFA (166 834 060 F CFA), nous avons fait un échantillon de marchés à auditer de soixante un million huit cent trente-quatre mille soixante Francs CFA (61 834 060 F CFA) correspondant à 37 % de la population initiale.

Rappel des seuils applicables à la DAGE du MHCH en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue.

- Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ;
- Les lettres d'invitation ne précisent pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ;
- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat, pour les marchés sur DRP ayant atteint les seuils ;
- Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues, en violation de l'article 78-2 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- Même pour les commandes de travaux complexes demandant une évaluation qui prend du temps, la Commission des marchés procède à

l'attribution provisoire directement à l'ouverture des plis sans commettre une commission d'évaluation des offres.

1.2.3. Constat relatif à l'exécution financière

Nos travaux sur l'exécution financière n'appellent aucune remarque ou réserve de notre part.

1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense

Les marchés sous revue sont essentiellement constitués de produits consommables, de services courants et de pièces de rechange dont la matérialité n'a pu être établie en l'absence d'une comptabilité matières.

1.3.Recommandations

Les recommandations sont présentées dans le chapitre 7 du présent rapport. Elles portent notamment sur les points suivants:

1.3.1. Recommandations sur le dispositif

- Remédier aux omissions constatées dans l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés ;
- Etablir avant le 31 mars de chaque année le Rapport annuel de la cellule de passation des marchés non mis à disposition ;
- Elaborer un système d'archivage opérant ;
- Veiller au respect des attributions respectives des différents acteurs intervenant dans le dispositif organisationnel des marchés publics du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique ;
- Mettre en place un registre des marchés numéroté, paraphé et daté.

1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Nous recommandons l'application des dispositions du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;
- Les critères de qualification ;

- Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ;
- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;
- La publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- La signature des procès-verbaux par l'ensemble des membres de la Commission des marchés.

Par ailleurs, nous recommandons que la notification de l'attribution soit signée par la Personne Responsable de Marchés et non par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés.

II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;

- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;

- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.2.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (*n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012*) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (*n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013*) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;

- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.3. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments

constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.4. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.5. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
 - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.8. Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;

- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d’Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l’Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l’article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l’article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n’est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l’article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l’article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l’article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l’article 45-e du CMP fixant le modèle d’engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l’article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l’article 78 du CMP ;

- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMF pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret 2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le décret 2011-

1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.1. *Audit de la passation des marchés*

DRP 1 Entretien et réparation de divers mobiliers et matériels

Description	Marchés
Date d'invitation	02/11/2011
Date de dépôt des offres	09/11/2011
Attributaire	GIE SENEPRESCO
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	22/11/2011
Montant du marché	5 310 000 F CFA TTC
Date de réception	25/11/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :	
<ul style="list-style-type: none"> • GIE SENEPRESCO 5 310 000 F CFA TTC • ETS DRAME SETTE 6 770 000 F CFA TTC • ETS SALOUM 6 963 180 F CFA TTC 	

- GIE JOKKO SERVICE7 6 423 203 F CFA TTC
- DERBO ENTREPRISE 8 234 866F CFA TTC

Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant. Un contrat a été établi.

Non conformités

- Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ;
- La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ;
- La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ;
- Le devis estimatif joint à la lettre d'invitation est fait sur la base des prix unitaires alors que les offres des soumissionnaires ont été établies sur la base d'un prix global forfaitaire en violation des articles 16 et 17 de décret 2011-1048 du 27Juillet 2011portant code des marché publics ;
- Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du décret 2011-1048 du 27Juillet 2011portant code des marché publics ;
- Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ;
- Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27Juillet 2011portant code des marché publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marché en violation de ses prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-1048 du 27Juillet 2011portant code des marché publics ;
- La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ;
- Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés ;

DR2 Fourniture de matériel informatique

Description	Marchés
Date d'invitation	01/02/2011
Date de dépôt des offres	08/02/2011
Attributaire	FMPS
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	27/04/2011
Montant du marché	6 118 300 F CFA TTC
Date de réception	Le procès-verbal de réception n'a pas été mis à notre disposition
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :	
• FMPS	6 118 300 F CFA TTC
• Oumou Informatique Services	7 358 480 F CFA TTC
• Espace Global	6 749 160 F CFA TTC
• EPICOM	6 439 260 F CFA TTC
• ABC	7 061 120 F CFA TTC

Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant. Le contrat a été signé.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées par le soumissionnaire FMPS et par le soumissionnaire Advanced Business Computer ; - La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ; - Il n'y a pas de trace matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ; - Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés ; - Le DAGE a signé le procès-verbal d'attribution sans pour autant faire figurer la mention d'approbation ;

DRP 3 Fourniture de Tee-shirts et casquettes

Description	Marchés
Date d'invitation	10/02/2011
Date de dépôt des offres	18/02/2011
Attributaire	VENEDAK
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	Le contrat n'a pas été mis à notre disposition
Montant du marché	7 495 242 F CFA
Date de réception	Le procès-verbal de réception n'a pas été mis à notre disposition
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :	
• VENEDA	7 495 242 F CFA TTC
• DEBRO	8 779 200 F CFA TTC
• GIE Nare Consulting	8 120 760 F CFA TTC
• GIE FRAMI	8 340 240 F CFA TTC
• SECKAM	8 120 760 F CFA TTC

Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ; - La réception des lettres d'invitation n'est pas attestée par les candidats présélectionnés ; - La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ; - Il n'y a pas de trace matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ; - Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés.

DRP 4 Achat de divers matériels et fournitures

Description	Marchés
Date d'invitation	11/02/2011
Date de dépôt des offres	18/02/2011
Attributaire	VENADAK
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	Le contrat n'a pas été mis à notre disposition
Montant du marché	7 485 920 F CFA TTC
Date de réception	07/03/2012
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :	
• VENEDAK	7 485 920 F CFA TTC
• DEBRO	9 684 496 F CFA TTC
• GIE Nare Consulting	9 093 080 F CFA TTC
• GIE FRAMI	9 281 880 F CFA TTC
• SECKAME	8 977 440 F CFA TTC
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ; - Aucune des factures pro forma reçues des cinq soumissionnaires n'a été datée. - Il n'y a pas de trace matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ; - Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés
--	---

DRP 5 Fournitures de consommables informatiques

Description	Marchés
Date d'invitation	02/05/2011
Date de dépôt des offres	09/05/2011
Attributaire	EGER
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	07/06/2011
Montant du marché	4 559 520 F CFA TTC
Date de réception	Non indiqué
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :	
• CONCEPT SERVICES SARL	5 292 300 F CFA TTC
• ETABLISSEMENT BOYE	4 924 140 F CFA TTC
• EGER	4 559 520 F CFA TTC
• GIE SERVICES PLUS	4 774 280 F CFA TTC
• INTEGRAL SYNERGIES & CIE	4 875 760 F CFA TTC
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ; - Il n'y a pas de trace matérialisant l'information des candidats dont les

	<p>offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011- 04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ; - Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés ; - Le DAGE a signé le procès-verbal d'attribution sans pour autant faire figurer la mention d'approbation ; - Le bon de livraison mis à notre disposition n'a pas été daté ; - Le procès-verbal de réception n'a pas été mis à notre disposition ;
--	--

DRP 6 : Prestation de service de cocktail

Description	Marchés
Date d'invitation	11/02/2011
Date de dépôt des offres	18/02/2011
Attributaire	ESTCI
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	07/03/2011
Montant du marché	3 835 000 F CFA TTC
Date de réception	14/03/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ESTCI 3 835 000 F CFA TTC • ETABLISSEMENT NGOM et FILS 4 130 000 F CFA TTC • MDB & Cie 5 310 000 F CFA TTC • Mouchdalifa 4 720 000 F CFA TTC • GIE RAMA 5 900 000 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ; - Il n'y a pas de trace matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 77 du décret

	<p>2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011- 04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ; - Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés ; - Le DAGE a signé le procès-verbal d'attribution sans pour autant faire figurer la mention d'approbation ;
--	--

DRP 7 Prestation de service de désinfection-saupoudrage-vidange fosses-shampooing des locaux et dépendances du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique

Description	Marchés
Date d'invitation	08/02/2011
Date de dépôt des offres	18/02/2011
Attributaire	SENI
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	18/04/2011
Montant du marché	9 982 800 F CFA TTC
Date de réception	15/04/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GIE IBN ABABACAR DIOUF 11 328 000 F CFA TTC • T. EXCELLENCE SERVICES 11 139 200 F CFA TTC • GENEREL DES TRAVAUX ET COMMERCE 10 384 000 F CFA TTC • KEUR SERIGNE FALLOU 10 761 600 F CFA TTC • S.E.N.I 9 982 800 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ; - Le devis établi par l'autorité contractante présente des différences avec les factures pro forma établies par les soumissionnaires ; - Il n'y a pas de trace matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché

	<p>sur le site des marchés publics ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ; - Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés ;
--	---

DRP 8 Fourniture de pièces de rechange et réparation des véhicules AD 12696-AD 14889

Description	Marchés
Date d'invitation	21/03/2011
Date de dépôt des offres	28/03/2011
Attributaire	H.M SERVICES PLUS
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	18/04/2011
Montant du marché	2 714 500 F CFA TTC
Date de réception	28/03/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ETS WAKEUR KHADIM 3 353 400 F CFA TTC • GARAGE AUTO 2 832 000 F CFA TTC • GIE EXPRESS AUTOMOBILE 2 734 500 F CFA TTC • H.M SERVICES PLUS 2 714 000 F CFA TTC • JAPON AUTO PICES 2 778 900 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la plus disant.</p>	
Non conformités constatées	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ; - Un procès-verbal d'ouverture a été établi pour chaque réparation du véhicule ; - Un procès-verbal d'attribution a été établi pour réparation ; - Pour le deuxième procès-verbal d'attribution, l'offre retenue est la plus disant. Il s'agit de celle de H.M pour un montant de 3 353 400 FCFA TTC ; - Il n'y a pas de trace matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ; - Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés.
--	--

DRP 9 Fourniture de pièces de rechange automobile pour la réparation des véhicules : AD 12183, AD 15747, AD 16318, AD 6851, AD 14889

Description	Marchés
Date d'invitation	11/03/2011
Date de dépôt des offres	17/03/2011
Attributaire	GIE SENETRAP
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	17/03/2011
Montant du marché	5 976 700 F CFA TTC
Date de réception	21/04/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :	
• GIE SENETRAP	5 976 700 F CFA TTC
• KADIOR SARL	6 399 100 F CFA TTC
• GIE LEGUEYES OUAGOU NIAYES	6 436 310 F CFA TTC
• COFORIP	6 126 560 F CFA TTC
• GIE LA TECHNOLOGIE DU MILLENAIRE	6 375 540 F CFA TTC
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ; - Il n'y a pas de trace matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter

	<p>le marché en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ; - Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés ; - Le DAGE a signé le procès-verbal d'attribution sans pour autant faire figurer la mention d'approbation ;
--	--

DRP 10 Entretien et nettoyage des locaux du Ministère

Description	Marchés
Date d'invitation	23/12/2010
Date de dépôt des offres	05/01/2011
Attributaire	TAIF ENTREPRISE
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	12/01/2011
Montant du marché	1 254 434 F CFA TTC
Date de réception	21/04/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • INFORMATION SERVICES AFRIQUE 2 619 600 F CFA TTC • GIE DJILY MBAYE 2 794 240 F CFA TTC • GIE TOUBA DAROU KHOUDOUSS 2 121 876 F CFA TTC • CREAFORM 2 375 640 F CFA TTC • TAIF ENTREPRISE 1 254 434 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - Le contrat signé n'est pas enregistré, en violation du Code général des Impôts ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 77 du décret 2010-1188 du 13 septembre 2010 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ;

DRP 11 Travaux d'installation du système d'électricité, de pompage, d'alimentation, d'évacuation des eaux courantes avec augmentation de la pression hydraulique du Ministère

Description	Marchés
Date d'invitation	24/06/2011
Date de dépôt des offres	01/07/2011
Attributaire	MAGOU ENTREPRISE
Date du bon de commande	Non applicable
Date du contrat	15/07/2011
Montant du marché	5 003 200 F CFA TTC
Date de réception	18/07/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • MAGOU ENTREPRISE 5 003 200 F CFA TTC • KEUR SERIGNE BABACAR SY 6 018 000 F CFA TTC • DISTRIBUTION DAKAROISE EXPRESS 6 195 000 F CFA TTC • SADIAYOU 5 723 000 F CFA TTC • EGOS 5 369 000 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités constatées	<ul style="list-style-type: none"> - L'envoi des lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires à consulter n'est pas fait de façon simultanée ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat ; - Il n'y a pas de trace matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics code des marchés publics ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 77 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La notification de l'attribution a été faite par le coordinateur de la cellule de passation des marchés en violation de ces prérogatives prévues à l'article 35 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant code des marchés publics ; - La dénomination du procès-verbal d'ouverture et d'adjudication est erronée. La commission des marchés aurait dû faire un procès-verbal d'ouverture des plis et un autre pour désigner l'attributaire ; - Le procès-verbal d'attribution n'a été signé par aucun membre de la commission des marchés ; - Le DAGE a signé le procès-verbal d'attribution sans pour autant faire figurer la mention d'approbation ;

6.2. Audit de l'exécution financière

Nos travaux sur l'exécution financière n'appellent aucune remarque ou réserve de notre part.

LISTE DES MARCHES AUDITES ET OBSERVATIONS

Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations (Cf. fiches de projets en annexe)	Commentaire de l'AC
DRP 1 Entretien et réparation de divers mobiliers et matériels	GIE SENEPRESCO	5 310 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP 2 Fourniture de matériel informatique	FMPS	6 118 300	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP 3 Fourniture de Tee-shirts et casquettes	VENEDAK	7 495 242	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP 4 Achat de divers matériels et fournitures	VENEDAK	7 485 920	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

DRP 5 Fournitures de consommables informatiques	EGER	4 559 520	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP 6 Prestation de service de cocktail	ESTCI	3 835 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP 7 Prestation de service de désinfection-saupoudrage-vidange fosses-shampoing des locaux et dépendances du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique	SENI	9 982 800	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP 8 Fourniture de pièces de rechange et réparation des véhicules AD 12696-AD 14889	H.M SERVICES PLUS	2 714 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP 9 Fourniture de pièces de rechange automobile pour la réparation des véhicules : AD 12183, AD 15747, AD 16318, AD 6851, AD 14889	GIE SENETRAP	5 976 700		

			NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP 10 Entretien et nettoyage des locaux du Ministère	TAIF ENTREPRISE	1 254 434	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP 11 Travaux d'installation du système d'électricité, de pompage, d'alimentation, d'évacuation des eaux courantes avec augmentation de la pression hydraulique du Ministère	MAGOU ENTREPRISE	5 003 200	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

6.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Les marchés sous revue sont essentiellement constitués fait qu'il s'agit de produits consommables, de services courants et de pièces de rechange dont la matérialité n'a pu être établie au regard des pièces qui ont été mises à disposition.

VII. RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- Remédier aux omissions relevées dans l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés ;
L'arrêté n° 000314/MHCH/DAGE du 5 janvier 2011 doit désigner de façon nominative les représentants des services maîtres d'œuvre qui doivent signer la déclaration relative à la Charte d'Ethique et de Transparence, conformément aux articles 35 à 38 du Décret n° 2010-1188 du 13 septembre 2010 portant Code des Marchés publics et de l'arrêté n° 011588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36.1 du Code des Marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités contractantes ;
- La Cellule de passation des marchés doit établir avant le 31 mars de chaque année le Rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés Publics ;
- Repréciser les attributions des structures intervenant dans le dispositif organisationnel des marchés publics du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique ;
- Mettre en place un registre des marchés numéroté, paraphé et daté.

7.2. Recommandations relatives aux marchés

7.2. 1.Recommandations relatives aux DRP

Nous recommandons l'application des dispositions du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;

- Les critères de qualification ;
- Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ;
- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;
- La publication des résultats de la procédure sur le site des marchés publics ;
- La signature des procès-verbaux par l'ensemble des membres de la Commission des marchés.

Par ailleurs, nous recommandons que la notification de l'attribution soit signée par la Personne Responsable de Marchés et non le coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés.

7.2.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents en matière de passation des marchés

Nous recommandons de prévoir un programme spécifique de renforcement des capacités de tous les responsables impliqués dans le processus de préparation, de passation et d'exécution des marchés publics, avec des modules différenciés intéressant la Personne responsable des Marchés, la Commission des Marchés, la Cellule de Passation des Marchés, les Gestionnaires de crédits, les Comptables matières et les Agents commis à l'archivage, à travers des appuis réguliers et des sessions de formation.

7.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

Nous recommandons l'élaboration, au niveau de la Cellule de Passation des Marchés, d'un système d'archivage opérant intégrant les documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés.

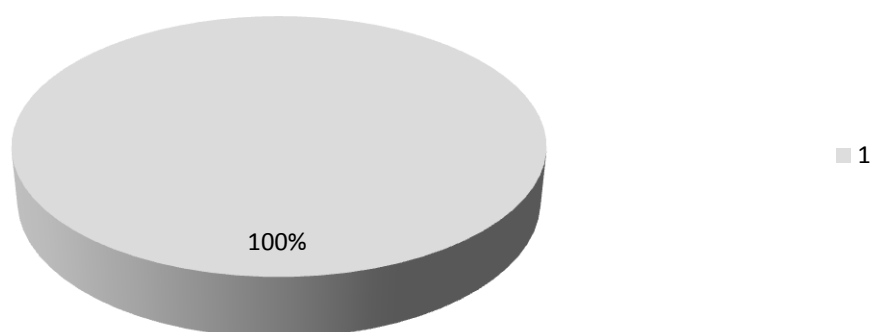
VIII. ANNEXES

**ANNEXE 1 :
REPARTITION ECHANTILLON**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011	
	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	-	-
Appel d'offres Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	53	166 834 060
Entente Directe (ED)	-	-
Convention	-	-
TOTAL	53	166 834 060

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON

DRP



**ANNEXE 2 :
SEUILS DE PASSATION**

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

ANNEXE 3 :**REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

**REPONSE PORTANT SUR LES OBSERVATIONS DU RAPPORT
PROVISoire RELATIF A LA REVUE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES DE LA DAGE DU MINISTERE DE
L'HABITAT, DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HYDRAULIQUE**

AU TITRE DE LA GESTION 2011

Messieurs les Auditeurs,

J'accuse réception, ce 13 juin 2013, de la copie du rapport provisoire porté en objet que vous avez bien voulu me faire parvenir pour observations et éléments de réponse à vos constats.

La lecture du rapport m'inspire ces quelques éléments de clarification dont je vous prie d'en prendre compte lors de l'élaboration de votre rapport définitif.

1- Exhaustivité de l'arrêté portant nomination des membres de la commission

La commission des marchés est instituée par les articles 35 et suivants de la section 4 du décret n° 2007-545 du 25/04/2007 repris avec les mêmes références dans le décret 2010- 1188 du 13 septembre 2010 portant code des marchés.

Elle est composée de représentants de l'autorité contractante dont le nombre et les modalités de désignation sont déterminés par l'arrêté n° 011588 du 28/12/07.

L'article 2 de cet arrêté, en son point a, fixe le nombre à trois(03) représentants pour l'Etat dont le président, un autre membre et le responsable du service maître d'œuvre ou son représentant.

S'il est facile de désigner nommément le président et l'autre représentant de l'autorité contractante au moment de prendre l'acte, il l'est moins pour le représentant du service maître d'œuvre qui change d'un marché à l'autre et d'une structure à l'autre.

En effet, le Ministère comptait plus d'une vingtaine de services et chaque service envoyait le chef du projet qui a initié le marché et un service coordonne chaque plusieurs projets et des fois le chef du projet envoie des représentants différents suivant la spécificité du marché.

S'il faut tous les chefs de projet et leurs représentants et suppléants de tous les services du grand Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de



l'Assainissement, on ferait un arrêté « kilométrique » et insensé qui sied pas à l'esprit du texte.

- 2- **La Charte d'Ethique et de transparence** a été signée par chaque membre et transmise à la DCMP et à l'ARMP. C'est d'ailleurs un motif de rejet des dossiers envoyés à la DCMP pour revue. Elle est disponible à la cellule de passation des marchés.

Tous les marchés demandés ont été mis à votre disposition et vous avez fait votre propre échantillonnage.

- 3- **Les dates de réception des lettres d'invitation** : ce sont certainement des omissions nous en prenons acte.

- 4- **Eléments constitutifs d'une DRP** : Les instructions aux candidats, un projet de contrat, les formulaires techniques, les critères de qualification et autres qui accompagnent la lettre d'invitation n'étaient pas exigés à l'époque. Ce sont de nouvelles propositions qui viennent d'être validées par l'ARMP et d'ailleurs n'ont pas encore fait l'objet d'application.

- 5- **Notification aux candidats non retenus** : La même lettre de notification au candidat retenu est envoyée aux candidats non retenus par les services de la CPM.

- 6- **Travaux complexes non évalués** : La DAGE n'a pas passé de travaux complexes. Vous en faites mention alors qu'à la page 8 au 1.2.4 vous confirmez que tous les marchés sont constitués de consommables, de services courants et de pièces de rechange que le comptable matière et le chef de parc ont retracé dans le patrimoine et gardé dans le magasin du comptable matières.

- 7- **Signature des PV** : Tous les procès-verbaux sont signés par les membres qui ont siégé, seulement en tant que personne responsable du marché, le DAGE signe pour approuver, même sans la mention, il est évident qu'il ne peut cumuler les fonctions de signataire et d'autorité approbatrice. C'est pourquoi c'est son suppléant qui a présidé les commissions siégeant pour les marchés de la DAGE.

Les procès-verbaux de réception sont disponibles à la CPM. D'ailleurs un engagement n'est jamais payé sans le visa du COF sur le PV de réception.

- 8- **Qualification des candidats choisis :** Les candidats invités ont été choisis sur la base des demandes d'agrément reçues et constituées en banque de données suivant les domaines de compétences, les capacités et les qualifications pour être intégré dans cette banque.
- 9- **Présentation des PV :** Nous prenons acte de l'observation relative à la séparation des PV d'Attribution par les membres de la commission. On a peut-être mal interprété le dernier alinéa du point 2 de l'article 78 du code qui dit que l'autorité contractante attribue le marché au candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins disante (...) et rédige un procès-verbal d'attribution.
Quant à la dénomination des PV d'ouverture et d'adjudication, le terme inadéquat qui est plus convenant que erroné et à l'avenir le mot adjudication ne sera plus employé.
- 10- **Signature des lettres de notification par le Coordonnateur de la CPM :** Nous prenons aussi acte de l'observation relative à la signature des lettres par le CCPM à la place de la personne responsable du marché, nous pensions que c'est la commission qui était compétente pour les notification et le CCPM est membre et rapporteur de la commission.

DAGE sortant


Amadou Béye NDIAYE



**Monsieur le Directeur
du Cabinet GMS**

DAKAR -/-

Ampliation:

- CPM Ministère de l'Habitat

